

Direction de l'Administration
Générale et de la Réglementation

1/2/MP

LE PREFET DU LOT,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

VU la loi du 15 Juillet 1845 et le décret validé n° 730 du 22 Mars 1942 portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées d'intérêt général et d'intérêt local,

VU la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 pris pour l'application de la loi n° 76.663 du 19 Juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté ministériel du 6 Août 1963 donnant délégation aux préfets en ce qui concerne la délivrance des autorisations d'installations classées sur le domaine concédé à la S.N.C.F. ,

VU la demande en date du 15 Avril 1977 complétée le 2 Juin 1977, présentée par le Chef de la Division de l'Equipe-ment de la S.N.C.F., région de Limoges, 23, rue du Chinchauvaud, 87036 LIMOGE CEDEX, tendant à obtenir l'autorisation de poursuivre l'exploitatio- de l'atelier-magasin auquel se rattachent diverses installations classées, situé sur le territoire des communes de BIARS-sur-CERE et de GIRAC,

VU les pièces jointes à la demande,

VU l'avis émis le 3 Juin 1977 par le Directeur départe- mental de l'Equipe-ment,

VU l'avis émis le 28 Septembre 1977 par le Directeur départemental de l'Agriculture,

VU l'avis émis le 25 Novembre 1977 par le Directeur départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre,

VU l'avis émis le 15 Septembre 1977 par le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé du 1er au 30 Août 1977 dans les communes de BIARS-sur-CERE et GIRAC, et l'avis du Commissaire-Enquêteur,

VU les certificats d'affichage établis par les Maires des communes de BIARS-sur-CERE et GIRAC,

VU l'avis des Conseils municipaux des communes de GIRAC et BIARS-sur-CERE,

VU le rapport établi le 10 Mars 1978 par l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des installations classées,

VU le procès-verbal de la réunion du Conseil départemental d'Hygiène en date du 6 Juin 1978,

.../...

Considérant que les prescriptions techniques contenues dans le projet d'arrêté ont été portées à la connaissance du pétitionnaire et qu'un délai de quinze jours lui a été accordé pour formuler ses observations,

Sur proposition du Secrétaire Général du Lot,

A R R E T E :

ARTICLE 1er. - Le Chef de la Division de l'Equipement de la S.N.C.F., région de Limoges, 23, rue du Chinchauvaud, 87036 LIMOGES, est autorisé à poursuivre l'exploitation d'un atelier magasin auquel se rattachent diverses installations classées, situé sur le territoire des communes de GIRAC et BIARS-sur-CERE, sous réserve de l'observation des prescriptions énoncées aux articles suivants.

Les diverses activités exercées dans l'établissement entrent dans les installations classées :

- soumises à autorisation, sous les rubriques de la nomenclature :
 - n° 153 bis - 1° - Installation de combustion capable de consommer en une heure une quantité de combustible représentant en pouvoir calorifique inférieur plus de 8 000 thermies.
 - n° 231 - Atelier d'injection dans le bois d'huiles lourdes créosotées.
 - n° 253 - Dépôts de liquides inflammables de la 2ème catégorie (créosote) en réservoirs aériens d'une capacité totale de 1 855 l.
 - n° 261 - C - Emploi à chaud de liquides inflammables de la deuxième catégorie (créosote).
- soumises à déclaration, sous les rubriques de la nomenclature :
 - n° 81 - B - Ateliers où l'on travaille le bois.
 - n° 81 - bis - Dépôt de bois.
 - n° 206 - B - 1° - - Atelier d'entretien et de réparation mécanique.
 - n° 261 - bis - Postes de distribution d'hydrocarbures liquides.
 - n° 361 - B - 2° - Installation de compression d'air.

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES -

ARTICLE 2.- La présente autorisation cessera d'avoir effet si l'exploitation de l'établissement était interrompue pendant deux années consécutives.

ARTICLE 3.- L'Administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement toute modification que le fonctionnement ou la transformation de ladite industrie rendrait nécessaire dans l'intérêt de la salubrité ou de la sécurité publique sans que le permissionnaire puisse prétendre à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

ARTICLE 4.- Le permissionnaire devra se soumettre à la visite de son établissement par l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 5.- La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 6.- Le permissionnaire devra se conformer aux dispositions édictées par le code du travail et les textes subséquents relatifs à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les prescriptions fixées par le présent arrêté ne peuvent, en aucun cas, ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions législatives et réglementaires relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs, ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

ARTICLE 7.- Cette autorisation, délivrée au seul titre de la réglementation sur les installations classées, ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 8.- Le permissionnaire sera tenu de déclarer sans délai à l'Inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son industrie qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

ARTICLE 9.- En cas de cessation d'activité, le permissionnaire sera tenu de se conformer aux dispositions de l'article 34 du décret n° 77.133 du 21 Septembre 1977.

En particulier, il devra remettre le site de ses installations dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976.

TITRE II - DISPOSITIONS TECHNIQUES -

ARTICLE 10.- Les divers locaux et dépôts de l'établissement seront situés et installés conformément aux plans joints à la demande.

Tout projet de modification de ces plans devra faire avant réalisation, l'objet d'une demande d'autorisation à la Préfecture.

ARTICLE 11.- Tout agrandissement, adjonction, modification, transformation apporté dans l'état ou la nature des activités ou des installations de l'établissement, devra faire l'objet d'une déclaration ou d'une demande d'autorisation à l'autorité préfectorale selon la catégorie de l'activité ou de l'installation considérée.

A - DISPOSITIONS RELATIVES A LA POLLUTION DES EAUX -

ARTICLE 12.- Les eaux résiduaires seront évacuées conformément aux prescriptions de l'instruction ministérielle du 6 Juin 1955 relative à l'évacuation des eaux résiduaires des installations classées ou éventuellement et compte tenu des délais d'application, à tout texte qui s'y substituerait.

ARTICLE 13.- Le permissionnaire prendra toutes les mesures qui s'imposent pour remédier ou éviter les écoulements d'eau accidentels (fuites) ou une utilisation d'eau anormale et irrationnelle.

Dans le premier cas, il fera procéder, dans les meilleurs délais, aux réparations ou remplacements nécessaires dans le second cas, il donnera au personnel de maîtrise, les instructions appropriées.

ARTICLE 14.- Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct de liquides inflammables ou de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.

ARTICLE 15.- Les eaux vannes devront transiter par des fosses septiques avant rejet dans le milieu naturel.

ARTICLE 16.- En tout état de cause, le permissionnaire pourra être astreint à assurer tout traitement des eaux résiduaires de son établissement afin que celles-ci satisfassent aux critères de qualités nécessaires à la protection du milieu naturel.

B - DISPOSITIONS RELATIVES A LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE -

ARTICLE 17.- Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

ARTICLE 18.- Toutes dispositions seront prises pour que le voisinage ne soit pas incommodé par les odeurs.

En particulier, il est interdit de procéder dans l'établissement au brûlage à l'air libre des déchets de quelque nature qu'ils soient.

ARTICLE 19.- L'installation de combustion sera constituée par trois générateurs de 219 m² de surface de chauffe, d'une capacité unitaire de 3,2 t/h de vapeur (soit environ 5 000 th/h).

ARTICLE 20.- La construction et les dimensions des foyers devront être prévues en fonction de la puissance calorifique nécessaire et du régime de marche prévisible de façon à rendre possible une conduite rationnelle de la combustion et réduire au minimum les dégagements de gaz, poussières ou vésicules indésirables.

ARTICLE 21.- La construction et les dimensions des conduits d'évacuation des gaz de combustion devront assurer un tirage convenable permettant une bonne combustion.

La hauteur de la cheminée sera de 20 mètres au moins

La vitesse d'éjection des gaz au débouché sera au moins égale à 6 m/s².

ARTICLE 22.- Pour permettre le contrôle des émissions de gaz et de fumées et faciliter la mise en place des appareils nécessaires à ce contrôle, la cheminée devra être pourvue d'un orifice obturable commodément accessible, situé dans une partie rectiligne, à une distance du point d'introduction des gaz égale à huit fois au moins le diamètre de ladite cheminée.

ARTICLE 23.- La conduite de la combustion devra être effectuée et contrôlée de façon à éviter toutes évacuations de gaz ou de poussières et de vésicules susceptibles de créer un danger ou une incommodité pour le voisinage.

ARTICLE 24.- L'entretien de l'installation de combustion se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénient pour le voisinage. Cette opération portera sur le foyer, la chambre de combustion et l'ensemble des conduits d'évacuation des gaz de combustion.

ARTICLE 25.- Les résultats des contrôles et les comptes rendus d'entretien seront portés au livret de chaufferie prévu par le décret n° 69.615 du 10 Juin 1969 dont le modèle a été précisé par la circulaire interministérielle du 15 Septembre 1969.

C - DISPOSITIONS RELATIVES AUX BRUITS ET AUX VIBRATIONS -

ARTICLE 26.- Les installations seront construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour la tranquillité.

Les prescriptions de l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relatives au bruit des installations relevant de la loi du 19 Juillet 1976 leur sont applicables.

ARTICLE 27.- L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hauts-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signallement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 28.- Les ateliers seront convenablement clôturés sur l'extérieur pour éviter la propagation de bruits gênants, mêmes accidentels (machinerie, manutention).

Ils seront éclairés et ventilés de façon suffisante sans qu'il en résulte d'incommodité pour le voisinage.

ARTICLE 29.- Dans toute la mesure du possible, les portes ouvrant sur l'extérieur seront maintenues fermées pendant le travail.

ARTICLE 30.- En tout état de cause, le permissionnaire pourra être astreint à réaliser les aménagements nécessaires pour que le voisinage ne soit pas incommodé par le bruit ou les trépidations.

ARTICLE 31.- Les compresseurs et leur moteur seront installés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse pas incommoder le voisinage par les trépidations ; si cela est nécessaire, il seront isolés des structures du bâtiment par des dispositifs antivibratiles efficaces tels que blocs élastiques, matelas isolants, etc...

D - DISPOSITIONS RELATIVES AUX STOCKAGES DE LIQUIDES INFLAMMABLES -

1°/ Dépôts de créosote et de fuel oil lourds -

ARTICLE 32.- Le dépôt de créosote, d'une capacité totale de 1 580 m³ sera constitué par :

- un réservoir aérien de 100 m³,
- un réservoir aérien de 240 m³,
- quatre réservoirs aériens de 160 m³,
- quatre réservoirs aériens de 150 m³.

Le dépôt de fuel oil lourd n° 2 d'une capacité totale de 150 m³ sera constitué par deux réservoirs aériens de 75 m³.

Les dépôts ne commanderont aucun dégagement.

ARTICLE 33.- Les réservoirs seront associés à des cuvettes de rétention de capacités suffisantes pour qu'en cas de rupture la totalité des liquides ne puisse pas s'écouler au dehors.

Le sol et les parois des cuvettes de rétention seront incombustibles et imperméables.

Les cuvettes de rétention seront munies de dispositifs permettant d'évacuer les eaux pluviales sans qu'il y ait écoulement de liquides inflammables accidentellement répandus

Une distance horizontale minimale d'un mètre devra être respectée entre les génératrices d'un réservoir et les parois intérieures de la cuvette dont la hauteur minimale sera d'un mètre.

ARTICLE 34.- Aucune canalisation d'alimentation en eau ou d'évacuation d'eaux usées, de gaz ou d'électricité ne doit passer dans les cuvettes de rétention.

Seules sont admises les dérivations indispensables, soit à l'éclairage, soit au fonctionnement des appareils nécessaires à l'exploitation des stockages.

ARTICLE 35.- Le matériel électrique commandant les pompes de distribution et l'éclairage électrique pourront être de construction ordinaire, mais devront répondre aux conditions suivantes :

- les moteurs électriques ne devront pas comporter de contacts électriques mobiles,
- les appareils de coupure et de protection (interrupteurs, coupe-circuits) seront protégés sous coffrets isolants,
- les canalisations électriques seront convenablement isolées (0,6 mégohm par mètre).

ARTICLE 36.- Les réservoirs seront construits suivant les règles de l'art et les normes en vigueur.

Ils devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

ARTICLE 37.- L'équipement des réservoirs devra présenter des qualités mécaniques homogènes avec celles des réservoirs proprement dits, et être conçu pour éviter les efforts secondaires importants en cas de dilatation, tassement du sol, etc. En particulier, il ne doit exister aucune pièce démontable entre un réservoir et ses vannes d'arrêt. Ces dernières doivent être facilement manoeuvrables.

ARTICLE 38.- L'appareillage servant aux transvasements (canalisations, raccords, pompes, etc...) sera réalisé en matériaux résistants au feu et sera toujours maintenu en parfait état d'étanchéité.

Les canalisations devront être métalliques, établies à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

Toutes les manipulations de liquides inflammables se feront soit par gravité, soit à l'aide de pompes de circulation fixes.

ARTICLE 39.- Les réservoirs seront solidement amarrés et mis à la masse par une bonne prise de terre, de large surface, présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms.

ARTICLE 40.- Toutes dispositions seront prises pour protéger, au moyen d'enduits appropriés, les réservoirs et les canalisations de remplissage ou de vidange aériennes ou enterrées contre la corrosion.

ARTICLE 41.- Un dispositif de purge et un départ de canalisation d'utilisation pourront exister à la partie inférieure des réservoirs.

ARTICLE 42.- Il est interdit de procéder à tous travaux de réparation sur les installations avant de les avoir soigneusement dégazées.

On contrôlera avec un appareil détecteur de gaz que cette opération a été effectuée correctement.

L'application de peinture au pistolet sur un réservoir pourra être effectuée sans dégazage préalable sous réserve que le pistolet et le réservoir soient soigneusement mis à la terre, réservoir et pistolet se trouvant au même potentiel, et que le compresseur soit situé à cinq mètres au moins du réservoir.

ARTICLE 43.- Les réservoirs devront porter, en caractères bien lisibles, la dénomination de la substance qui est contenue.

ARTICLE 44.- Chaque réservoir doit être équipé d'une canalisation métallique, fixe, uniquement réservée au remplissage dont l'orifice devra comporter un raccord fixe, d'un modèle normalisé correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles d'hydrocarbures et fermé normalement par un obturateur étanche.

Une plaque indiquant la qualité du produit entreposé et la contenance du réservoir desservi doit être fixée à proximité de l'orifice de remplissage.

ARTICLE 45.- L'orifice de cette canalisation devra être raccordé au moment du remplissage, par un raccord normalisé et sans fuite

ARTICLE 46.- Le remplissage des réservoirs par pompage sera réalisé par une installation fixe établie conformément aux dispositions du règlement en vigueur pour l'aménagement des dépôts d'hydrocarbures.

Au cours de ces opérations, le responsable devra constamment surveiller celles-ci de manière à être prêt à intervenir au moindre incident.

ARTICLE 47.- Avant toute opération de dépotage, le wagon devra être mis à la masse par une prise de terre présentant une résistance d'isolement au plus égale à 20 ohms.

ARTICLE 48.- Il est interdit de décharger des liquides inflammables par des tuyauteries mobiles dont les deux extrémités ne seraient pas reliées entre elles du point de vue électrique.

ARTICLE 49.- Le ravitaillement des réservoirs ne pourra être effectué que de jour.

ARTICLE 50.- L'emploi des gaz comprimés quels qu'ils soient pour assurer la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

ARTICLE 51.- Toutes dispositions seront prises pour éviter l'écoulement à l'égoût de liquides accidentellement répandus au sommet du remplissage.

ARTICLE 52.- Chaque réservoir sera muni d'un tube d'évent destiné à permettre l'évacuation de l'air expulsé au moment du remplissage. Ce tube aura une section en rapport avec celle du tuyau de remplissage et avec le débit maximum du liquide à l'orifice de ce tuyau, de manière à éviter tout danger de surpression à l'intérieur du réservoir. Il aura une direction ascendante avec un minimum de coudes, ceux-ci étant toujours de grand rayon.

Il devra être fixé à la partie supérieure du réservoir au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné.

Il ne comportera ni vanne, ni obturateur.

Son extrémité débouchera à l'air libre, en un point visible de l'emplacement de remplissage et sera protégée contre la pluie.

ARTICLE 53.- Le remplissage d'un réservoir devra être précédé de son jaugeage de façon à contrôler s'il est capable d'admettre sans risque de débordement, la quantité livrée.

A cet effet, les réservoirs seront équipés d'un dispositif convenable, toujours entretenu en bon état de fonctionnement permettant de connaître à tout instant le volume du liquide qui y est contenu.

ARTICLE 54.- Il existera à proximité des aires de déchargement des liquides inflammables, une réserve de sable meuble avec pelle de projection destinée à éponger les produits qui seraient accidentellement répandus.

ARTICLE 55.- Il existera un dispositif d'arrêt d'écoulement d'hydrocarbures vers les brûleurs montés sur la canalisation d'alimentation, possédant une commande à main placée en dehors de la chaufferie.

Une pancarte très visible indiquera le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

ARTICLE 56.- Les canalisations d'alimentation des brûleurs comporteront des dispositifs de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquides inflammables par siphonnage.

2°/ Autres dépôts d'hydrocarbures liquides -

ARTICLE 57.- Les autres dépôts d'hydrocarbures liquides implantés dans l'enceinte de l'établissement seront constitués par :

a) - dépôt d'essence :

. un réservoir enterré de 3 m3,

b) - dépôt de fuel-oil domestique :

. un réservoir enterré de 6 m³,

c) - dépôt de gas-oil :

. deux réservoirs en fosse de 5 m³.

ARTICLE 58.- Ces dépôts devront satisfaire aux dispositions qui leur sont applicables des arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral du 2 Février 1977 relatif aux réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés des liquides inflammables,

- arrêté-type fixant les prescriptions générales applicables aux dépôts de liquides inflammables,

- arrêté-type fixant les prescriptions générales applicables aux installations de distribution de liquides inflammables.

Une ampliation des arrêtés précités sera annexée au présent arrêté.

E - DISPOSITIONS RELATIVES A L'ATELIER D'INJECTION D'HUILES LOURDES CREOSOTEES -

ARTICLE 59.- L'atelier sera installé au rez-de-chaussée et ne commandera aucun dégagement.

Il comportera au moins deux portes ouvrant vers l'extérieur.

ARTICLE 60.- Le sol de l'atelier sera imperméable, incombustible et disposé de façon à constituer une cuvette de retenue telle que les égouttures ou, en cas d'accident, les liquides contenus dans les réservoirs et les appareils ne puissent s'écouler au dehors.

ARTICLE 61.- L'atelier sera largement ventilé et de telle façon que le voisinage ne soit pas incommodé par des émanations.

ARTICLE 62.- Les appareils dans lesquels sont employés les liquides inflammables seront clos et complètement étanches.

Les réservoirs contenant des liquides inflammables devront porter en caractères apparents la dénomination de leur contenu.

ARTICLE 63.- La quantité de liquides inflammable stockée dans l'atelier sera limitée à 275 m³.

Les réservoirs de stockage devront satisfaire aux dispositions du chapitre D-1° du présent arrêté qui leur sont applicables.

ARTICLE 64.- L'atelier ne sera pas chauffé.

ARTICLE 65.- Le chauffage des liquides inflammables sera obtenu par circulation de vapeur d'eau à basse pression.

ARTICLE 66.- Il est interdit de pénétrer dans l'atelier avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans le local et sur les portes d'entrées.

ARTICLE 67.- L'éclairage artificiel se fera par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes.

Le matériel électrique (commutateur, coupe-circuit, fusibles, moteurs, etc...) placé à l'intérieur de l'atelier devra être d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que "appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc...".

ARTICLE 68.- Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ces interrupteurs seront placés en dehors de l'atelier sous la surveillance d'un préposé responsable qui coupera le courant force dès la cessation du travail ou en cas d'accident.

ARTICLE 69.- Les appareils, les réservoirs et les canalisations servant à leur alimentation seront reliés à un bon sol humide par une connexion métallique (mise électrostatique à la terre)

F - DISPOSITIONS RELATIVES AUX INSTALLATIONS ELECTRIQUES -

ARTICLE 70.- Les installations électriques de l'ensemble de l'établissement seront réalisées selon les règles de l'art et les normes en vigueur, sous fourreau isolant et incombustible de façon à éviter les courts-circuits.

Elles seront conformes aux prescriptions du décret n° 62.1454 du 14 Novembre 1962 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 71.- L'éclairage artificiel des différents locaux de l'établissement sera assuré par des lampes électriques à incandescence ou à fluorescence installées à postes fixes et non suspendues directement à bout de fils conducteurs.

L'utilisation de tout autre appareil d'éclairage est interdit.

Toutefois, on pourra utiliser des lampes dites "baladeuses" sous réserve que ces dernières satisfassent aux normes en vigueur.

ARTICLE 72.- Tous les appareils électriques et toutes les masses métalliques susceptibles d'être mises, même accidentellement sous tension seront mis électriquement à la terre.

La résistance des prises de terre devra être en rapport avec les installations à protéger et être conforme avec les normes en vigueur.

ARTICLE 73.- Il existera, d'une part, pour le courant force, d'autre part, pour le courant lumière, un interrupteur par atelier et un interrupteur général.

Ces interrupteurs seront placés sous la surveillance des préposés responsables qui couperont le courant en fin de travail et en cas de début d'incendie ou d'accident.

ARTICLE 74.- Les installations électriques de l'établissement seront entretenues en bon état.

Elles devront être placées sous le contrôle d'un organisme spécialisé.

Elles seront contrôlées au moins une fois par an par un technicien compétent de cet organisme qui établira un rapport de contrôle.

Les rapports de contrôle prévus à l'alinéa précédent seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

G - DISPOSITIONS RELATIVES AU DANGER D'INCENDIE -

ARTICLE 75.- Tous les bâtiments seront entièrement construits en matériaux résistant au feu.

ARTICLE 76.- L'établissement sera au moins doté des moyens de lutte contre l'incendie énumérés ci-dessous :

- deux moto-pompes,
- un surpresseur puisant l'eau dans une citerne de 250 m³ et pouvant la refouler sous une pression de 8 bars,
- une centrale fixe à mousse pour la protection de l'imprégnerie et des réservoirs de créosote,
- deux équipements mobiles à mousse physique,
- un réseau de 24 bouches d'incendie à basse pression alimenté directement par deux châteaux d'eau de 100 m³ chacun,
- un réseau de 27 bouches d'incendie à haute pression alimenté par le surpresseur,
- un réseau alimenté par la centrale à mousse,
- environ 175 extincteurs répartis sur les aires de stockages et dans les bâtiments.

ARTICLE 77.- Les précautions nécessaires devront être prises pour que le matériel d'incendie soit utilisable en période de gel comme en temps normal.

ARTICLE 78.- Les moyens de lutte contre l'incendie devront être judicieusement répartis dans l'établissement et implantés dans des conditions d'accessibilité satisfaisantes.

ARTICLE 79.- La nature des extincteurs devra être appropriée au type de feu susceptible de se déclarer.

Leur capacité devra être en rapport avec les installations à protéger.

Ils devront être placés à des endroits judicieusement choisis et facilement accessibles.

Il sera tenu un registre des extincteurs sur lequel apparaîtront en particulier les caractéristiques de la charge, les dates de visites et de rechargement.

L'Inspecteur des installations classées pourra faire modifier soit l'emplacement, soit le nombre des extincteurs dans le but d'améliorer la sécurité.

ARTICLE 80.- Les brûleurs des générateurs de vapeur devront être protégés par des extincteurs automatiques à poudre d'une capacité minimale de 9 kg.

ARTICLE 81.- Le numéro d'appel du centre de secours le plus proche figurera sur chaque appareil téléphonique.

ARTICLE 82.- Une consigne d'incendie fixera notamment le mode d'alarme, les dispositions générales à prendre en cas d'incendie, la nature et la périodicité des opérations d'entretien et d'essai du matériel, l'organisation des séances d'entraînement du personnel.

Cette consigne sera communiquée à l'Inspecteur des installations classées qui pourra la faire modifier ou compléter.

ARTICLE 83.- Le permissionnaire sera tenu de respecter les dispositions générales de protection et de salubrité fixées par le décret du 10 Juillet 1913 modifié et notamment celles prévues par la section III dudit décret relatives à la prévention des incendies.

H - DISPOSITIONS DIVERSES -

ARTICLE 84.- Les issues et accès des différents ateliers et locaux de l'établissement seront toujours maintenus libres de tout encombrement.

ARTICLE 85.- Les ateliers dans lesquels on travaille le bois devront satisfaire aux dispositions qui leur sont applicables de l'arrêté type fixant les prescriptions générales relatives aux installations rangées sous la rubrique n° 81 de la nomenclature, dont une ampliation sera annexée au présent arrêté.

ARTICLE 86.- Les dépôts de bois devront satisfaire aux dispositions qui leur sont applicables de l'arrêté type fixant les prescriptions générales relatives aux installations rangées sous la rubrique n° 81 bis de la nomenclature, dont une ampliation sera annexée au présent arrêté.

ARTICLE 87.- Les appareils à pression de gaz en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 18 Janvier 1943 modifié relatif aux appareils à pression de gaz ainsi qu'aux textes réglementaires pris en application dudit décret.

ARTICLE 88.- Les appareils à pression de vapeur en service dans l'établissement devront satisfaire aux prescriptions du décret du 2 Avril 1926 modifié relatif aux appareils à pression de vapeur ainsi qu'aux textes réglementaires pris en application dudit décret.

ARTICLE 89.- L'Inspecteur des installations classées pourra se faire présenter toutes les justifications nécessaires (factures, attestations, devis, comptes rendus de réception, certificats d'épreuve ou de visite, etc... cette liste n'est pas limitative), pour contrôler que les installations sont conformes aux prescriptions du présent arrêté.

Il pourra procéder ou faire procéder aux frais du permissionnaire, à tout prélèvement de substances solides, liquides ou gazeuses, aux fins d'analyses, en vue de contrôler que les dispositions réglementaires applicables à l'établissement sont bien respectées.

Ces dispositions sont également applicables aux opérations de contrôle sonométrique.

ARTICLE 90.- Un extrait du présent arrêté devra être présenté à toute réquisition et être tenu constamment affiché dans l'établissement par les soins du pétitionnaire.

ARTICLE 91.- Ce même extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affiché aux mairies de BIARS-sur-CERE et GIRAC pendant une durée d'un mois et inséré aux frais du pétitionnaire, par mes soins, dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une ampliation dudit arrêté sera déposée aux mairies pour être consultée.

ARTICLE 92.- Le Secrétaire Général du Lot, le Sous-Préfet de FIGEAC, les Maires de BIARS-sur-CERE et GIRAC, l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des installations classées, le Lieutenant-Colonel, Commandant le Groupement de Gendarmerie du Lot sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

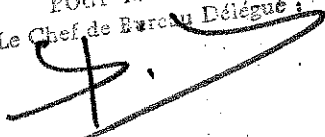
Fait à CANORS, le

30 AOUT 1978

Pour ampliation,

Pour le Préfet :

Le Chef de Bureau Délégué :



Gérard SAINT-MARTIN

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Jean-Pierre LACROIX